

Macron s'exprime en anglais sur le twitter de l'Elysée, avec le seul drapeau européen

écrit par Maxime | 28 mai 2022



Suivre

Emmanuel Macron ✓
@EmmanuelMacron
Officiel du gouvernement - France
Président de la République française.
France elysee.fr A rejoint Twitter en octobre 2013
726 abonnements 8,3 M abonnés

Tweets Tweets et réponses Médias J'aime

Emmanuel Macron ✓ @EmmanuelMacron · 25 mai ...
Officiel du gouvernement - France
19 victims were under age 10. Children and teachers were murdered in a cowardly attack in their Texas school. We share the shock and grief of the American people, and the rage of those who are fighting to end the violence.



Ci-dessus la capture d'écran faite ce jour du compte twitter de « notre » président de la « République ».

Dits et non dits de la souveraineté sous le gouvernement « Bor(g)ne »

-L'Elysée aux couleurs de la seule Union Européenne.

-Un « président » qui s'exprime en anglais malgré la Constitution qui oblige les institutions à utiliser le français, « langue de la République ».

C'est, au sein du titre premier « De la souveraineté » que c'est affirmé. Et c'est dire le caractère primordial de la

souveraineté dans la Constitution française.

Titre premier : De la souveraineté (Articles 2 à 4)

Article 2

La langue de la République est le français.

Et c'est ce traître qui, contre Marine le Pen, se prévalait d'une Constitution interprétée dans le sens qui l'arrange pour prétendre que le voile ne pourrait être interdit dans l'espace public.

Lui qui urine quotidiennement sur notre texte fondamental, au demeurant défiguré par des révisions multiples et inadéquates telle une belle femme qui se livrerait à de mauvais choix de chirurgie esthétique.

Macron compte aussi interdire au peuple de décider en cours de mandat, là encore la Constitution a bon dos... Quand Marine se prévalait de son intention de recourir au référendum de l'article 11, ce sinistre individu prétextait des obstacles constitutionnels, alors pourtant que la souveraineté y est attribuée au peuple qui peut l'exercer par cette voie y compris quand il a désigné ses députés et élu le président.

Article 3

La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce

par ses représentants et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. (...)

Et voilà pourtant, bien curieusement, que le sous le gouvernement Bor(g)ne, où les aveugles sont rois, apparaît un ministère dédié notamment à la « souveraineté numérique et industrielle ».

L'inénarrable Bruno Le Maire (*il n'a effectivement pas l'étoffe d'une plus haute fonction que celle de maire d'un village...*) devient ainsi « ministre chargé de l'Economie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique ».

Emmanuel Macron n'a pas créé de ministère du Numérique de plein exercice, mais la « souveraineté numérique » entre dans le maroquin de Bruno Le Maire, qui reste à Bercy en tant que ministre chargé « de l'Economie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique ». Du côté de l'écosystème tech et des défenseurs de la souveraineté numérique, la déception de n'avoir pas obtenu un maroquin est atténuée par la prise en compte inédite de cet enjeu crucial. Mais au vu des insuffisances du premier quinquennat en matière de souveraineté numérique, la méfiance reste de mise. Décryptage.

<https://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-bruno-le-maire-herite-de-la-souverainete-numerique-86852.html>

Voilà qui, finalement, en dit long.

Car, a contrario, cela signifie que dans tous les autres domaines, Macron nous dénie le droit à la souveraineté.

En vérité, le mot n'est utilisé que de manière emphatique, pour souligner l'importance que ce gouvernement prétend accorder aux matières industrielles et numériques.

L'industrie numérique, on la connaît bien, ce sont notamment les « GAFA » :

*Acronyme de Google, Apple, Facebook et Amazon, auquel est parfois adjoint Microsoft, les **GAFA**(M), entreprises stars de la Silicon Valley californienne, ont envahi notre quotidien. Elles ont même fait des petits avec les NATU pour Netflix, Airbnb, Tesla et Uber.*

Autrement dit, de puissants outils utiles notamment pour maîtriser la population.

Cette grandiloquence sortie tout droit de Macron, dont Bor(g)ne n'est qu'une marionnette, signifie bien le peu de cas qu'il fait de la souveraineté.

C'est un de ces grands mots dont cet ancien bon élève se sert pour épater la galerie et essayer d'obtenir la meilleure note électorale possible (car ainsi fonctionne mentalement le « mari de la prof », qui a passé sa vie à se lancer des défis fous par simple goût du défi).

Macron n'a que faire de la souveraineté française, sinon pourquoi n'aurait-il pas nommé de la même façon d'autres ministères...

Par exemple,

- **Ministre de l'Économie, des Finances => ministère de la souveraineté économique et financière ?**
- **Ministre de l'Intérieur => ministère de la souveraineté sécuritaire ?**
- **Garde des Sceaux, ministre de la Justice => ministère de la justice souveraine ?**
- **Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion**

des Territoires => ministère de la souveraineté écologique ?

- Ministre des Armées => ministère de la souveraineté militaire ?
- Ministre de la Santé et de la Prévention => ministère de la souveraineté sanitaire ?

C'est sans doute parce que nous ne sommes plus souverains dans tous ces domaines !

Il est vrai que le ministère de l'Agriculture se voit adjoindre « la Souveraineté alimentaire », mais elle est bien bonne celle-là ! Puisque les difficultés que nous allons rencontrer prochainement à ce sujet découlent de la politique internationale anti-Russe de Macron, calquée sur celle de ses maîtres américains de l'OTAN.

Bref, le « Gérard Majax » de la souveraineté sort de son chapeau des grands mots pour impressionner, comme d'habitude, mais l'usage qu'il en fait révèle ses intentions autocrates.

Avec Macron, une fois que le peuple a voté, il voit sa souveraineté amputée pendant 5 ans.

Il en allait d'ailleurs de même de ses prédécesseurs : depuis le « non » à la « Constitution européenne » en 2005, il n'y a plus jamais eu de référendum !!

On est punis !!!